



Sections de Meurthe et Moselle

Le 17 décembre, nous étions à plus de 41% en grève pour dénoncer les suppressions d'emplois à la DGFIP.

Le 21 janvier, avec l'ensemble de la Fonction Publique, soyons encore plus nombreux à combattre la politique du Gouvernement.

Toutes et Tous en grève le 21 janvier !!!

La RGPP restera probablement dans l'histoire de notre pays comme un sinistre épisode ayant eu pour ambition de liquider tous les outils de solidarité sociale utile aux citoyens et à la société ; un épisode marqué de choix et d'orientations politiques inspirés des thèses du Medef, entièrement dévoués à ses mandants et à ses mentors, privilégiés et autres spéculateurs en tête.

Mais l'histoire n'est pas faite. Et il ne sera pas dit, face à des salariés et des populations qui ont tant besoin des services publics, que les fonctionnaires, qui les font vivre avec engagement, n'auront pas tout fait pour que ces attaques cessent et que d'autres choix prévalent.

Tout simplement insupportable !

Qui peut croire en effet que la suppression de 100 000 emplois dans la fonction publique depuis 2007 demeure sans effet sur la qualité des services rendus? L'éducation, l'hôpital public, la culture sont aujourd'hui au bord de l'asphyxie, et maintenant dans la même logique d'abandon ou de privatisation de missions, le gouvernement veut soumettre les collectivités territoriales avec son projet de réforme.

Alors personne ne peut croire que les 2869 nouvelles suppressions d'emplois promises à la DGFIP pour 2010 au nom de la même RGPP, après les milliers d'autres des années précédentes, ne feront aucun dégât sur la vie des services, l'accomplissement des missions et des conditions de vie au travail des agents déjà largement délabrées !

La RGPP pour améliorer la qualité du service rendu ?

La première vocation de la RGPP c'est bien de supprimer de l'emploi public à tour de bras, de réduire les coûts et le champ de l'intervention publique. Ses promoteurs mènent des réformes de structures à la hussarde, ils prônent l'individualisation des rémunérations et la mise en concurrence des agents et s'attaquent au statut des personnels. Au nom de la satisfaction des indicateurs, ils permettent que les pratiques de management coercitives et/ou infantilisantes se développent, générant une multiplication des souffrances au travail.

Et malgré les discours rassurants de la DGFIP, malgré les intentions affichées, ce que vivent les agents aujourd'hui c'est une perte de sens et de repères dans leur travail. Alors le malaise est profond. Confrontés aux restructurations, aux aménagements et déménagements immobiliers permanents, au manque de moyens humains pour accomplir leurs missions, à l'absence de lisibilité sur l'avenir, et à une dégradation continue du service rendu, les agents de la DGFIP ont mené des actions fortes dans les derniers mois au niveau local. Ces actions continuent et se multiplient pour que soient mis un terme à ces logiques, pour que soient entendues les préoccupations et les difficultés des agents et surtout pour que l'administration accepte enfin de répondre à leurs revendications.

Ce que vivent les agents de la DGFIP, les autres secteurs de la fonction publique, les autres services publics le vivent aussi.

II faut donc mettre la logique destructrice du gouvernement en échec.

Pour cela nous avons besoin d'amplifier l'action revendicative et de convergences. Cette perspective est aujourd'hui offerte par l'appel de la CGT fonction publique, de l'Union syndicale Solidaires et de la FSU à faire du 21 janvier 2010 une journée de grève et de manifestations de la fonction publique sur un socle commun :

- Créer les emplois nécessaires et donner les moyens aux services publics de répondre aux besoins croissants de la population partout sur le territoire ;
- Revenir sur les suppressions au budget 2010 et pourvoir au remplacement des départs en retraite ;
- Assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat de tous les personnels par l'augmentation du point d'indice et une reconstruction de la grille ;
- Revenir sur toutes les réformes régressives ;
- Abroger la loi dite de « mobilité » ;
- Prendre des mesures pour combattre la précarité.

Les sections de Meurthe et Moselle, Union SNUI/SUD-Trésor, CGT Impôts et Trésor et FO-DGFIP appellent l'ensemble des agents de la DGFIP à la grève le 21 janvier, sur la base des revendications (créations d'emplois, augmentation du pouvoir d'achat, défense et développement du service public de la DGFIP...).

**LE 21 JANVIER,
TOUS ENSEMBLE,
EN GREVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS !**